



**Compte-rendu Atelier 5 : Agriculture, Alimentation, Reforestation  
Sommet Climate Chance Afrique – Abidjan 28 juin 2018  
Feuille de route de la coalition  
Agriculture, Alimentation, Reforestation  
ARF, AVSF, Eating City, Let's Food Cities, ROPPA, REFACC**

L'agriculture est le principal moyen de subsistance dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique. L'agriculture est aussi l'un des secteurs les plus vulnérables au changement climatique, tant celui-ci impacte l'ensemble des facteurs et ressources nécessaires à son bon exercice, de façon particulièrement plus aigüe en Afrique subsaharienne. Ressource en eau, dégradation des sols, désertification, droits d'accès à la terre et aux semences ... le climat cristallise toutes les difficultés agricoles en même temps et contraint les paysans et les sociétés à s'y adapter.

## **I – OU EN SOMMES-NOUS ?**

- Rappel sur les travaux précédents de la coalition Agriculture et Nourriture

La coalition Agriculture et Nourriture avait posé dès le sommet Mondial Climate Chance 2016 à Nantes le principe qu'il n'est pas possible d'envisager les enjeux agricoles sans penser à l'enjeu de l'alimentation. Par exemple : l'accès à la terre se pose autant sur l'enjeu des droits des peuples autochtones que sur l'égalité des genres. L'agriculture touche tellement de secteurs transversaux qu'on ne peut pas penser l'agriculture durable sans penser multi-acteurs. Dans cette logique l'approche territoriale reste la seule manière de développer une agriculture durable.

- En Afrique, prédominance de l'agriculture familiale

L'agriculture est un élément central de l'économie ouest-africaine, assurant 30 à 50 % du PIB selon les pays et constitue la principale source de revenus et de subsistance pour 70 à 80% de la population. L'agriculture familiale elle, selon le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), occupe un peu plus de 50% des actifs du continent africain. Comme le relevait déjà la coalition Agriculture (ROPPA et ORU-FOGAR) dans le cadre du Sommet Climat & Territoires (Lyon juillet 2015), « l'agriculture familiale a déjà montré ses bénéfices en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire, mais aussi en matière de protection environnementale, d'efficacité énergétique et de création/maintien d'emplois respectueux de critères sociaux ». En outre, depuis plusieurs années des rapports de la FAO insistent sur la nécessité de valoriser et préserver les produits traditionnels issus de l'agriculture familiale.

Comme M. Aurélien Alain Godefroy et M. Ayi LAKOUSSAN, du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), l'ont rappelé pendant les échanges : « Aujourd'hui, 90% des productions de l'Afrique de l'Ouest sont issues de l'agriculture familiale, toutefois extrêmement vulnérable au changement climatique ». Il existe donc un immense défi à surmonter afin de nourrir la population de manière durable, dans un contexte de forte croissance démographique africaine. Le défi est de nourrir en qualité et en quantité, et cela durablement. Le ROPPA a aussi rappelé que « la transformation et la transition vers l'agriculture durable doit être assurée par l'agroécologie et ce pour prétendre à la sécurité alimentaire voir la



## CLIMATE CHANCE

souveraineté de nos pays ». Il faut donc accroître la productivité de manière responsable pour atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle voire la souveraineté alimentaire. Rappelons que la gouvernance foncière, la formation, et l'autonomie alimentaire sont des objectifs du développement durable des Nations Unies.

- Mais les subventions publiques de soutien à l'agriculture sont insuffisantes

En Afrique l'environnement est globalement encore peu propice au développement des filières agro-alimentaires, par la faiblesse des dépenses publiques de soutien, ou encore par une forte dépendance à l'aide extérieure de certains pays. En Afrique, entre 1980 et 2016, les dépenses de soutien ont augmenté deux fois moins vite que la valeur ajoutée agricole. Alors des investissements structurants devraient être prioritaires dans le secteur agricole, les subventions restent principalement (1 tiers) dédiées aux intrants (en particulier aux engrais). Les mutations de l'agriculture en Afrique sont déjà en cours du fait des effets du changement climatique. Ainsi, l'adaptation au changement climatique a également besoin d'être massivement financée et ce financement devrait être notamment accessible aux organisations paysannes.

- La dégradation des sols et les phénomènes de désertification s'amplifient

La coalition Agriculture et Nourriture insistait déjà sur ce point lors du Sommet Mondial Climate Chance 2016 à Nantes, affirmant que « la restauration des sols dégradés est une des clefs de l'atténuation et de l'adaptation ». Ceci est particulièrement important dans le contexte du continent Africain.

- Des exemples de succès dans ce contexte complexe.

Le premier exemple de réussite a été présenté par le réseau FNGM Burkina Faso. C'est une organisation paysanne créée en 1967, dont la philosophie est de "se développer sans nuire". Les réalités climatiques de la région du nord, en bordure sahélienne, ont poussé les paysans à mener des récupérations de terres dégradées par l'aménagement des bassins versants ainsi que par les techniques agroécologiques aujourd'hui répandues dans le pays : les demi-lunes, le zaï, les cordons pierreux. Ainsi 100 hectares ont été récupérés et produisent encore aujourd'hui. Le réseau réunit 90 unions dans tout le Burkina Faso. Cependant, le réseau est bloqué sur les enjeux de vulgarisation et de changement d'échelle par manque de moyens.

Un autre exemple de changement positif présenté au cours de l'atelier a porté sur la contribution apportée par la multiplication des coopératives, en particulier les coopératives féminines, telles que le programme de résilience des femmes. Ce programme a permis de récupérer 9 hectares de terres pour les femmes dans 3 villages. L'objectif est de réduire la charge de travail de ces femmes mais aussi de réduire la consommation énergétique, étroitement liée à leurs moyens financiers, en travaillant sur leur autonomisation énergétique. Cela permet de raisonner l'utilisation des ressources dans une démarche de valorisation durable de la ressource (en eau par exemple) mais aussi d'alléger les charges des femmes et sécuriser leurs situations, notamment par rapport aux hommes. La région souffrant des exodes ruraux des jeunes et des hommes, les femmes se voient privées des terres à exploiter.

L'exemple des initiatives qui s'adressent aux jeunes et qui reposent sur leur participation a été mentionné par le Réseau des jeunes d'Afrique centrale sur l'eau et le climat. L'activité de ce réseau répond à la question « où les jeunes veulent-ils aller? ». Ce réseau a notamment permis de mettre en place au Burkina Faso des systèmes d'irrigation goutte à goutte faciles à gérer, peu coûteux et permettant de doubler la productivité. Cependant, le doublement des rendements pose la question de



## CLIMATE CHANCE

la saturation du marché et donc de la disparition des débouchés pour les agriculteurs. Par exemple au nord du Cameroun, autour du lac Tchad, on constate déjà une dynamique de désertification. Les pratiques agricoles sont classiques et sur brûlis ce qui aggrave la situation. « Ce n'est pas une question de mauvaise foi de la part des paysans, ces derniers cherchent des moyens pour s'adapter mais trop peu d'organisations s'investissent. Il faut former les jeunes en leur martelant que la production via l'agroécologie est rentable certes mais un travail important reste à faire : celui de la recherche des marchés ».

- Des opportunités de formations.

En ce qui concerne les possibilités de formation dans la région, la situation s'améliore. Par exemple : Le ROPPA est en possession de 2 centres agro écologiques internationaux formés par des agriculteurs relais, 11 modules pédagogiques d'agroforesterie à la base de l'agriculture familiale. Au niveau régional, au sein du Programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (PAFAO), qui est porté conjointement, depuis 2009, par la Fondation de France et le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), les 4 objectifs importants ont été atteints: mise en place de l'agriculture paysanne, création de 3 organisations nationales paysannes, lancement de 14 fiches de capitalisation (au Burkina Faso par exemple, fiche sur les semences paysannes; au Mali : autonomisation des femmes).

Aujourd'hui le ROPPA est en train de changer la donne en Afrique de l'Ouest, l'agriculture de ces dernières décennies était faite d'intrants et de coton. L'agroécologie n'a pas gagnée certes mais nous répondons au problème fondamental de la qualité et de la quantité. Nos difficultés restent d'influencer suffisamment les politiques agricoles et cela à toutes les échelles.

Comme l'a noté Caroline Piquet de l'AFD, il existe de nombreuses initiatives intéressantes avec de bons résultats sur le terrain, qui nécessitent cependant des améliorations soit dans le domaine de la communication (qui est primordial dans ce secteur), soit dans celle de l'amplification et la réplication à l'échelle des activités, qui est particulièrement à améliorer, notamment en s'inscrivant dans des dynamiques de type coalitions d'acteurs.

- Agroécologie, alternative crédible en Afrique

Comme cela était déjà rappelé dans le texte fondateur de la coalition Agriculture et Nourriture, il est tout aussi nécessaire dans le contexte africain de favoriser le développement de modèles agricoles et agro-alimentaires durables tels que l'agroécologie et l'aquaculture durable, qui sont moins consommateurs en énergies fossiles et en intrants (contrairement à l'agriculture de type industrialisée et intensive qui est particulièrement consommatrice en énergie pour la mécanisation, en fertilisants et en pesticides), tout en améliorant la fertilité des sols et le stockage du carbone.

Exemples donnés dans l'atelier :

- 2 centres agro écologiques paysannes : Niélény 11 modules de formation
- Niger \_ techniques agroécologiques
- Inter réseaux \_ 3 territoires OP pratiques
- ROPPA - 14 fiches expériences dans 3 pays / fertilisation rizière / semences paysannes / conservation des eaux et des sols/ autonomiser les femmes rurales
- Note de position du ROPPA / Alliance pour la coalition agro écologie paysanne IPES Food et autres ONG

- La smart agriculture en Afrique



## CLIMATE CHANCE

Les 3 piliers de la smart agriculture : augmentation de la productivité / adaptation / atténuation. Federica Matteoli de la FAO a présenté une initiative soutenue par la FAO : la Global Alliance for Climate-Smart Agriculture – GACSA. Cette alliance réunit aujourd’hui 2500 personnes issues de plus de 200 organisations membres, dont une cinquantaine de membres africains.

Exemples de succès fournis par Tosi Mpanu Mpanu, Administrateur du Fonds Vert : « En marge de la COP21, 2 initiatives africaines ont été lancées : une première sur l’énergie renouvelable et la seconde sur l’adaptation ». Ce qui a motivé les pays du Nord à soutenir les initiatives (10 000 megawatt pour 2020 par exemple pour l’énergie) à hauteur de 10 milliards d’euros, afin de mécaniser et « moderniser » l’agriculture d’Afrique. Au Kenya par exemple, les agriculteurs ont accès à des informations par SMS pour les alerter sur la pluviométrie ou encore sur le cours des denrées sur les marchés. Voilà comment la technologie peut accompagner les pratiques agricoles.

## II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?

Vers une évolution des pratiques : gestion des déchets, gestion de l’eau, restauration des sols et des terres dégradées, économie circulaire, etc. De nombreux défis pour le continent Africain, dont quelques pistes ont été explorées dans le cadre de l’atelier.

- Importance de l’approche territoriale et du lien entre espaces urbains et ruraux

Cet aspect était déjà présent dans le document de la coalition à la sortie du sommet de Lyon (2015), il est essentiel de « favoriser le développement de filières territorialisées qui limitent les consommations d’énergies pour le transport des produits de l’agriculture, et qui contribuent à créer de la valeur ajoutée et des emplois respectueux de critères sociaux. »

Un exemple de bonne pratique a été présenté à ce sujet lors de l’atelier. Ana Puháč a présenté le réseau Eating City. Réseau initié par le privé, créé sur la base de la participation des jeunes, sur la structuration de l’agriculture familiale par l’entrepreneuriat. Cet exemple met en évidence qu’il est stratégique, notamment dans le contexte africain, de mieux travailler le lien entre l’urbain et le rural, sur la question de la nutrition, et de l’environnement. A ce titre, Eating City organise des camps d’été afin d’insister sur l’importance des impacts du changement climatique et du lien avec la denrée alimentaire et aussi pour rapprocher les différents acteurs de l’organisation. L’objectif étant de parler d’une seule voix et de mobiliser les jeunes en se concentrant sur le pourtour méditerranéen principalement. Un hub alimentaire est en cours de création et il donnera naissance à des échanges internationaux.

- Gestion des déchets

Recyclage, compostage, tri, la gestion des déchets couvrent un large éventail d’activités. Exemple présenté par Paul Amicha qui a réalisé un document de plaidoyer pour les communes ivoiriennes sur la base d’un modèle d’économie circulaire sur la valorisation des déchets. S’inspirant du modèle TSONGAï au Bénin, M. Amicha l’a adapté à l’échelle d’une municipalité ivoirienne, pour tenter de répondre à la question « comment le flux de déchets peut-il devenir un flux énergétique ? ». Cette problématique est pertinente pour la Côte d’Ivoire, quand on sait que pour 2 millions de tonnes de fèves de cacao, 8 à 10 millions de déchets sont produits pour la transformation. Nous avons à revenir au modèle du cycle naturel, enrichir nos sols par les « déchets » puisque c’est le cycle de la vie : les feuilles d’un arbre une fois tombées deviennent son humus. Il faut revenir à certaines pratiques traditionnelles comme la jachère, la rotation des cultures, etc., et aller au-delà, avec les améliorations



**CLIMATE  
CHANCE**

possibles qu'apportent les biotechnologies. « Ce n'est pas un retour en arrière, c'est une innovation à partir des bases ancestrales ».

- Structuration de filières durables

Faciliter l'implication et le portage par des acteurs locaux et notamment de petites associations impliquées sur un territoire local qui ont une connaissance affinée de leurs territoires et sont des leviers pouvant être utilisés pour mobiliser les jeunes, notamment sur les actions de partage des pratiques, de formation/transmission et de plaidoyer. Il est nécessaire de mobiliser les pouvoirs publics, et particulièrement les collectivités territoriales, notamment à travers des projets multi-acteurs.

Exemple présenté : RICE. Depuis 2009, elle a réussi à rassembler 160 coopératives, et qui représentent 12 000 producteurs. En 2011, le RICE a organisé quelques ateliers d'échange sur des sujets tels que le changement climatique, l'adoption de l'agro-écologie et autres sujets connexes. RICE a lancé un projet pilote sur 5 coopératives qui poursuit les objectifs de la diversification et de l'amélioration de la fertilité des sols et aussi la valorisation des déchets naturels des animaux. A la fin du projet, une évaluation finale sera réalisée, afin de capitaliser sur les impacts des différents systèmes mis en place au cours du projet, puis de diffuser les résultats au sein du réseau coopératif.

### **III – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?**

Il faut être réalistes sur la capacité des acteurs à se mobiliser dans des dynamiques collectives, sans animateur dédié 100% de son temps. L'Association Climate Chance ne peut mettre à disposition une ressource humaine à temps complet et compte sur les acteurs engagés dans la coalition.

1. A ce titre, il est proposé de cibler dans un premier temps uniquement deux ou trois actions à inclure dans la feuille de route 2018/2019 pour être réalistes et de façon à pouvoir mesurer les progrès.
- Mapping

Nous proposons que les membres de la coalition effectuent en continu un mapping d'acteurs intéressants, de bonnes pratiques, de projets particulièrement impactant et répliquables à grande échelle.

Les membres de la coalition pourront communiquer ces éléments à l'Association Climate Chance qui se chargera de les mettre en valeur dans son Portail de l'action climat, dans sa Bibliothèque de ressources documentaires thématiques et dans le rapport annuel de son Observatoire.

- Diffusion de l'information

Mise en place d'une liste de diffusion [agriculture-alimentation-reforestation.Af@climate-chance.org](mailto:agriculture-alimentation-reforestation.Af@climate-chance.org) destinée à favoriser les échanges entre acteurs ayant participé à l'atelier. Il ne s'agit pas forcément de l'outil définitif, et une réflexion sera menée pour déterminer quel outil collaboratif pourrait être le plus efficace dans le cadre d'une dynamique multi-acteurs en Afrique.

Une liste de diffusion pour partager toute information pertinente sur le secteur : opportunité de financements, appels à projets, opportunités de formation, événements intéressants, etc. Elle pourra accueillir progressivement de nouveaux membres sur demande à l'équipe de l'association Climate Chance.



Une liste de diffusion qui pourra à moyen terme s'organiser par thème, mensuelle ou tous les deux mois, sur des problématiques successives. Il est possible d'organiser des discussions en ligne sur des questions spécifiques. Un pan de plaidoyer doit être gardé par rapport aux INDC. Appel à volontaires sur les thématiques + agenda partagé avec informations sur les rencontres nationales/régionales/internationales.

Thèmes proposés :

- Formation
  - Filières économiques durables climato compatibles
  - Investissements pour la transition agro écologique
  - Reforestation et protection des ressources
  - Gouvernance foncière
- 
- Agenda commun

Définir l'agenda commun de la coalition en question, les prochaines étapes pour évaluer le chemin parcouru, les prochains événements pour se réunir ou présenter des avancées, etc.

2. Pour aller plus loin... Idées d'activités à moyen et long terme, si la coalition réussit à se doter d'un poste d'animation de celle-ci :

- Formation

Intégrer dans les projets un volet la formation / le renforcement des capacités : des acteurs (producteurs / élus locaux/ citoyens via éducation populaire (ex Leo Lagrange) / en se basant aussi sur les centres de formation /écoles sur agro écologie par exemple.

Outils d'incitations pour les paysans afin de les informer sur les avantages de l'Agroécologie.

- Articulation des acteurs

Mouvement sociaux, politique, société civile, privé, académique, etc. / Articulation à l'aide d'un mécanisme qui chapeaute la coordination : il faut influencer les Contribution Nationale (INDC) qui reste le meilleur moyen et outils afin de parvenir à réunir des acteurs.

/ Sur l'approche filière : travailler sur le partage entre les acteurs, multidimensionnels et multisectoriel / Capitalisation, diffusion, mutualisation, inter-fédération, alliance et mise en réseau des acteurs dans la prise en compte de leurs diversités / Dialogue au niveau sous régional, CEDEAO, Union Africaine.

- Accompagnement des acteurs
  - Structurer des filières durables : Intégrer ici les leçons de l'atelier 10 sur les filières durables, thème qui est à fusionner dans la présente coalition.
  - Restauration des terres : reboisement des arbres en voie de disparition / Fertilisation des sols / Fixation des sols.
  - Structuration des associations ou coopératives de Femmes
  - Gouvernance foncière, notamment favoriser l'accès à la terre à égalité pour les femmes et les hommes.
  - Accompagner l'accès aux financements et cofinancements : partager les informations sur les initiatives africaines ou fonds existants pour proposer des projets multi acteurs conjoints :



## CLIMATE CHANCE

rapprochement avec la BAD sur initiative énergies renouvelables / fonds verts avec AFD par ex / trust fund Sahel Union Européenne / Initiative G5 Sahel / Fonds pour la neutralité des sols = MILORA avec la Banque européenne d'investissements / FIDA / FAO / UNDC

**La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :**

**ARF, AVSF, Eating City, Let's Food Cities, ROPPA, REFACC**  
**Avec le soutien de FAO, UNCCD / Muraille Verte.**